

Congrès AFSP Paris 2013

MTED1, « Le futur des études électorales en France »

De l'observation à l'expérimentation. Pour une diversification des méthodes d'analyse de la participation.

Braconnier Céline, Université de Cergy-Pontoise, celinebraconnier@yahoo.fr
Dormagen Jean-Yves, Université Montpellier 1, jean-yves.dormagen@univ-montp1.fr

Le basculement depuis la fin des années 1980 dans un cycle de basse mobilisation électorale explique que l'abstention ait été constituée en quelques années en enjeu politique et scientifique majeur. La multiplication des travaux s'est accompagnée d'une diversification des méthodes et d'une compréhension plus fine des facteurs explicatifs de la participation. Nous voudrions montrer l'intérêt que présente dans ce cadre la mise en œuvre d'un cycle de recherche incluant phase d'observation et phase d'expérimentation.

1-L'analyse par plans d'observation localisés permet d'énoncer des hypothèses précises, qui reposent sur l'analyse et le croisement de données solides et diversifiées produites sur le temps long. Ce qui permet le suivi de cohortes, la constitution de panels *sui generis* et la prise en compte de la variation d'intensité des campagnes. Les listes d'émargement à partir desquelles on reconstitue les parcours individuels de participation sont interprétées à l'aide des entretiens approfondis réalisés avec les électeurs, des questionnaires sortie d'urnes systématiquement proposés et de l'ensemble des données contextuelles. Les non inscrits et les malinscrits sont identifiés grâce à l'enquête de terrain et leur comportement est mieux décrypté.

2-La phase expérimentale, encore jamais mise en œuvre en science politique française sous la forme de *field experiments*, permet de (in)valider les hypothèses énoncées à partir de ce type d'observations localisées et de monter en généralité. Le chercheur qui intervient sur des groupes socialement et politiquement homogènes constitués par la méthode de la randomisation tente de modifier les comportements de participation des individus qui les composent. En comparant l'évolution des comportements dans un groupe de contrôle et dans les groupes ayant subi les interventions, il dispose de données solides pour éclairer l'origine des évolutions de comportements qu'il enregistre.

Pour analyser et comprendre la participation électorale en France, nous disposons depuis les années 1990 de deux grandes enquêtes réalisées à l'échelle nationale à l'occasion de certains scrutins, notamment les élections présidentielles. Les données produites pour alimenter ces enquêtes et les méthodes mises en œuvre pour leur donner sens sont très différentes.

La première enquête est le fait des chercheurs du CEVIPOF qui, à chaque scrutin présidentiel depuis 1995, réalisent des sondages, dont certains sont panelisés et dont les « vagues » se sont multipliées au cours du temps, jusqu'à atteindre 12 vagues en 2012¹. L'intérêt de tels sondages, qui n'ont pas seulement pour objectif de permettre l'analyse de la participation mais visent également et principalement à comprendre le processus de production des choix électoraux, est évident. Ils prennent d'abord appui sur un échantillon d'inscrits conséquent, plus de deux fois plus important que dans les sondages classiques malgré la mortalité du panel, ce qui autorise des analyses par catégories plus fines que celles habituellement produites. Sous leur forme panéalisée, ils permettent surtout d'appréhender les comportements électoraux comme des processus, et de suivre au plus près, à l'échelle individuelle, les évolutions qui affectent les intentions de participer et les facteurs qui comptent en la matière. Seule une enquête de ce type permet d'établir la dimension « politique » de l'abstention, et de montrer par exemple, comme l'a fait récemment Anne Muxel, que Nicolas Sarkozy, en 2012 et malgré sa défaite finale, a mieux su mobiliser les potentiels abstentionnistes (ceux qui n'étaient pas certains d'aller voter en début de campagne) que François Hollande, impuissant à vaincre notamment le scepticisme de certaines catégories de jeunes². Très instructive, cette enquête ne permet toutefois pas à elle seule d'identifier les facteurs explicatifs de la participation en France. D'abord, parce qu'elle repose sur l'analyse de données déclaratives alors que l'on sait à quel point l'abstention est sous-déclarée. Si la norme civique pèse sans doute moins aujourd'hui qu'hier sur les citoyens, les distorsions toujours enregistrées entre ce qui est déclaré et la participation effectivement enregistrée indiquent que ses effets n'ont pas complètement disparu. La mémoire du vote étant fragile, et ce d'autant plus qu'on est moins politisé, la reconstitution rétrospective des parcours individuels de participation par déclaration est également fragile. L'on sait par ailleurs que certaines distorsions sont imputables à la moindre représentativité du panel en matière de participation politique : les individus toujours présents dans l'échantillon à l'issue de la dernière vague sont plus politisés que les autres et donc également plus prédisposés à se rendre aux urnes³. Enfin, le sondage du CEVIPOF est réalisé uniquement auprès des citoyens inscrits sur les listes électorales et n'autorise donc pas une analyse de la non participation dans toutes ses composantes.

Le second type d'enquêtes, que l'on doit aux chercheurs de l'INSEE, repose, quant à lui, sur l'analyse de la participation effective à l'échelle individuelle. Depuis 1995, un échantillon de 40 000 inscrits est constitué à l'occasion de chaque grande séquence électorale à partir des données du recensement. Les agents de l'Insee recueillent ensuite les données individuelles de participation de l'ensemble de ces inscrits en dépouillant les listes d'émargement. Les avantages d'un tel dispositif sont évidents. D'une part la taille de l'échantillon et la richesse des données socio-démographiques fournies par le recensement, sans pareil, permettent des analyses sociologiques d'une grande finesse. Les facteurs explicatifs de l'abstention peuvent

¹ Pascal Perrineau (dir), *La décision électorale en 2012*, Armand Colin, 2013.

² Anne Muxel, « Les processus de participation électorale : les voies diverses de la mobilisation », dans Pascal Perrineau (dir), *La décision électorale en 2012*, Armand Colin, 2013, pp 71-90.

³ Viviane le Hay, « Le panel électoral français 2007, enjeux de méthode », dans Bruno Cautrès, Anne Muxel (dir), *Comment les électeurs dont-ils leur choix ? Le panel électoral français 2007*, PressesSciences Po, 2009.

être recherchés aussi bien dans les sous-catégories du monde ouvrier que dans les trajectoires migratoires des individus, dans les niveaux de diplômes (à partir d'une stratification très fine) que dans les conditions matérielles d'existence. Surtout, l'analyse repose sur des données politiques très solides relevés directement sur les listes, qui objectivent la participation, et échappent donc au biais inhérent aux enquêtes alimentées par les seules déclarations de comportements. En outre, l'Insee produit chaque année une analyse complémentaire et fine de la non inscription à partir d'un échantillon de 300 000 citoyens qui n'apparaissent pas sur les listes électorales et dont on connaît les caractéristiques socio-démographiques par le biais du recensement. C'est ainsi qu'en 2012, le caractère très discriminant de l'étape de l'inscription à l'égard des populations françaises d'origine étrangère a pu être établie⁴. L'étude de l'INSEE montre qu'en moyenne, ces Français sont beaucoup moins inscrits que les autres et que certaines nationalités d'origine prédisposent à une non inscription qui peut atteindre 30% (Maroc par exemple). Elle montre qu'en revanche, une fois inscrits, ces Français venus d'ailleurs participent autant que les autres citoyens. En prenant en compte des séquences électorales incluant des scrutins de différents niveaux d'intensité, les enquêtes Insee permettent aussi d'établir avec précision la nature de l'abstention contemporaine, alimentée surtout par l'intermittence électorale et non le retrait continu de certaines catégories de la population.

Aussi riches soient-elles, ces enquêtes ne permettent pas de tout voir, ni de tout comprendre. D'abord, si la répétition des dispositifs à chaque séquence électorale permet d'énoncer des hypothèses sur les évolutions en cours, l'Insee ne suit les individus dans leur parcours de vote que sur quelques semaines, au mieux quelques mois lorsque certaines séquences associent un scrutin présidentiel et un scrutin législatif à un scrutin de plus faible intensité l'année suivante. Autrement dit, les analyses longitudinales ne sont conduites que sur une durée limitée. De la même façon, certains scrutins échappent le plus souvent à l'analyse, comme les Européennes ou les Régionales. Enfin, si une sociologie de la non inscription très convaincante a été réalisée en 2012, le phénomène de la malinscription est, à ce jour, non pris en compte dans les enquêtes participation de l'Insee ; alors que des analyses par plans d'observation localisés ont énoncé l'hypothèse selon laquelle ce phénomène pourrait expliquer une part importante de l'abstention (allant du tiers à la moitié en fonction des scrutins). De la même façon, l'analyse de l'Insee est produite à la seule échelle individuelle, alors que les données du recensement comme les données d'émargement autoriseraient la prise en compte du contexte familial de production des votes dont on sait, là encore grâce à des enquêtes localisées, qu'il pourrait se révéler explicatif de la participation d'une partie des individus.

On observe en effet depuis une décennie un retour des enquêtes de participation localisées à l'échelle des bureaux de vote, qui mettent en lumière des facteurs de l'abstention que les enquêtes à l'échelle nationale n'avaient pas identifiés. Reposant à la fois sur l'analyse de données politiques solides (listes d'émargement, résultats des élections à l'échelle du bureau de votes) et le croisement de ces données avec des sondages sortie d'urne répétés au fil des

⁴ Xavier Niel, Liliane Lincot, « L'inscription et la participation électorales en 2012. Qui est inscrit et qui vote », Insee Première, n°1411, septembre 2012.

scrutins, des entretiens approfondis tant individuels que collectifs, des observations de terrain, ces enquêtes localisées énoncent des hypothèses qu'elles ne sont certes pas toujours en mesure de valider mais qu'elles sont les seules à proposer.

Ce sont elles qui ont, par exemple, au cours des années qui viennent de s'écouler, mis en lumière la toujours très grande inscription de la participation électorale dans des dynamiques collectives, notamment familiales. Elles qui ont donc établi la nécessité de prendre en compte les contextes dans l'analyse des comportements électoraux, invitant à une relecture des grandes figures de la sociologie électorale trop rapidement inscrites au panthéon des auteurs dépassés⁵.

Ce sont elles également qui ont établi l'importance de l'inscription dans la participation, en montrant, grâce à un travail approfondi de terrain, que le fait d'avoir à se déplacer pour voter à son ancienne adresse constituait un obstacle parfois insurmontable à la participation dans certaines catégories de la population, les plus éloignées de la politique⁶.

Ce sont elles qui ont également relativisé la politisation de certains votes pourtant émis par les catégories diplômées⁷.

Mais ces enquêtes ne peuvent par définition mesurer elles-mêmes la diffusion sociale, territoriale, des comportements qu'elles ont mis en lumière à partir de plans d'observation localisés. Si elles manifestent des processus invisibles à une autre échelle et à partir d'autres méthodes, les hypothèses qu'elles énoncent doivent être soumises à l'épreuve de la validation dans le cadre de dispositifs d'enquête à plus grande échelle.

Certaines hypothèses pourraient parfaitement être validées dans le cadre de l'enquête Insee ou de l'enquête CEVIPOF. Et l'on serait alors dans une configuration, classique en théorie mais rare dans la pratique de la recherche, de dialogue entre observations localisées et validations à partir de données représentatives, donc de dialogue entre chercheurs relevant de traditions de recherche comme d'institutions distinctes. L'Insee pourrait par exemple intégrer une dimension contextuelle familiale à son enquête participation en demandant à ses agents de relever la participation de tous les membres des familles des individus de l'échantillon sur les listes d'émargement. Tout au moins, pour limiter le coût d'une telle entreprise, l'Insee

⁵ Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Gallimard, Paris, 2007 ; Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, LEJEP, Lextenso-Éditions, Paris, 2010, préface de Patrick Lehingue.

⁶ Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieux populaires*, Gallimard, Paris, 2007 ; Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, "Voter Registration and Electoral Turnout : The French Case", congrès de l'American Political Science Association, Toronto, 5 septembre 2009, panel 36-32, Understanding Record Voter Participation in the French Elections of 2007 and the US Elections of 2008.

Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, "Logiques de mobilisation et inégalités sociales de participation électorale en France, 2002-2012, *French Politics. Culture and Society*, vol 30, n°3, winter 2012, pp 20-44.

⁷ Eric Agrikolianski, Jérôme Heurtaux, Brigitte le Grignou (dir), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Editions du Croquant, 2011.

pourrait-il constituer un sous-échantillon destiné à interroger les déterminants socio-démographiques et conjoncturels de l'entraînement familial à la participation. Le Cevipof pourrait, au-delà des familles, davantage contextualiser les comportements individuels que ses chercheurs analysent, en insérant des modules de questions permettant de cerner les caractéristiques des entourages des électeurs – familiaux mais aussi amicaux, de voisinage, ou encore professionnels – mais également en croisant les données déclarées avec des données socio-démographiques et politiques solides disponibles à différentes échelles (celle des IRIS, des bureaux de vote, des circonscriptions etc...). Même si la mise en place d'une véritable analyse multi-niveaux n'est pas encore acquise en France, les discussions sont en cours depuis quelques années et ont d'ores et déjà alimenté des dynamiques de recherche fructueuses. L'enquête ANR Cartelec, pour laquelle les chercheurs du Cevipof se sont associés à des chercheurs en géographie électorale, s'annonce particulièrement stimulante, qui permet notamment d'établir les déterminants contextuels du vote à l'échelle très fine des bureaux. Restera à penser l'articulation entre ces analyses écologiques d'une grande solidité et les enquêtes menées au niveau individuel, ce que font par exemple certains chercheurs anglo-saxons dont les travaux sont particulièrement convaincants⁸.

D'autres dispositifs scientifiques, en provenance cette fois-ci de la science électorale américaine, peuvent également être pris en exemple quand on cherche à valider des hypothèses énoncées à partir d'observations localisées. Nous avons ainsi, en 2011-2012, adapté au cas français et à la question qui nous intéressait – l'inscription électorale et ses effets directs sur la participation – les dispositifs de « field experiments » très en vogue aux Etats-Unis depuis le début des années 2000. Mise en œuvre par Donald Green, Alan Gerber et leurs équipes de chercheurs qui cherchent par ce biais à identifier les techniques de campagne les plus efficaces en matière de mobilisation électorale, cette méthode présente l'avantage, selon ses défenseurs, d'identifier le facteur explicatif d'un comportement⁹. Elle repose en effet sur la constitution de sous-groupes de tous points de vue homogènes constitués à partir d'échantillons représentatifs de très grande ampleur par le biais du hasard (randomisation). Parmi ces sous-groupes figure un groupe de contrôle qui sert d'étalon mesure. En dehors du groupe de contrôle en effet, les différents sous-groupes sont soumis à des traitements distincts. L'effet de ces interventions est mesuré en comparant les comportements observés dans les groupes d'intervention et les comportements observés dans le groupe de contrôle. Dès lors que leur composition est strictement homogène, alors les différences de comportement enregistrées entre les groupes peuvent être directement imputées aux interventions imaginées et mises en œuvre par les chercheurs.

Ce type de méthodes a surtout été mis à profit, en science politique et aux Etats-Unis, pour évaluer l'efficacité respective de différentes techniques de campagne en matière de mobilisation électorale. L'on sait désormais, par exemple, qu'un porte-à-porte effectué par des volontaires non partisans, augmente la participation citoyenne de 9 points de pourcentage, soit bien plus que les appels téléphoniques ou la distribution de flyers dans les boîtes aux

⁸ Ron Johnson, Charles Pattie, *Putting voters in their place. Geography and Elections in Great Britain*, Oxford University Press, Oxford, New York, 2006.

⁹ Donald Green, Alan Gerber, « Reclaiming the Experimental Tradition in Political Science », in Ira Katznelson, Henri V Milner (ed), *Political Science : State of the Discipline, vol III*, New York, 2002, pp 805-832

lettres. On sait aussi grâce à des field experiments que c'est la pression sociale qui fait voter, beaucoup plus que l'intériorisation de la norme civique¹⁰.

Après avoir rencontré Donald Green et évoqué avec lui un projet de field experiment en France, nous avons finalement mis en place un dispositif avec un doctorant en économie du MIT, Vincent Pons, familier de la méthode de randomisation pour l'avoir à plusieurs reprises expérimenté, sous la direction d'Esther Duflo, dans le domaine de l'économie du développement. Avec lui, nous avons monté un dispositif expérimental dont l'objectif était de valider l'hypothèse émise depuis la cité des Cosmonautes de l'importance de l'étape de l'inscription dans la participation des populations les plus prédisposées à s'abstenir. Nous l'avons fait à partir d'un échantillon de 38 000 individus potentiellement non inscrits ou malinscrits et résidant dans les bureaux les plus abstentionnistes de 10 villes distinctes (en région parisienne, dans le Sud Est autour de Montpellier et Carcassonne et dans le Sud Ouest au sein de la communauté d'agglomération de Bordeaux). Nous en avons identifié les non et les malinscrits en comparant les listes électorales des 48 bureaux de vote analysés avec les noms inscrits sur les boîtes aux lettres aux adresses correspondantes ; une méthode préalablement mise au point aux Cosmonautes. Nous avons ensuite réparti ces individus (à l'échelle des immeubles) dans différents groupes que nous avons soumis à plusieurs interventions, grâce à la mobilisation de 230 « mobilisateurs » étudiants (des universités de Cergy et de Montpellier, du master Pratiques de l'interdisciplinarité en sciences sociales de l'ENS Jourdan, des IEP de Paris et Bordeaux, de l'ESSEC), retraités de la MGEN ou militants du PS ou du FG. Le premier type d'intervention était destiné à tester l'importance du défaut d'information et de compréhension de la procédure dans la situation de non inscription ou de malinscription ; il a consisté à frapper aux portes des foyers concernés, à rappeler la date de clôture des listes et les papiers nécessaires, à souligner l'importance de la démarche d'inscription à la mairie. Dans le but de tester l'importance de la proximité de la date de clôture dans l'efficacité de ce rappel à l'ordre civique, nous avons soumis certains groupes à ce porte-à-porte en octobre et novembre et d'autres en décembre. Le 2^{ème} type d'intervention, également réalisé par le biais d'un porte-à-porte, a consisté à proposer aux non inscrits comme aux malinscrits de procéder à leur inscription chez eux, en les aidant à remplir le formulaire que nous avions sur nous puis en apportant nous-mêmes leur dossier en mairie. En supprimant complètement le coût de l'inscription, une telle démarche visait à mesurer le degré de résistance des citoyens à l'inscription, dans un contexte où l'on entend fréquemment que l'abstention a valeur de rejet du système politique et doit donc être assimilé à un rejet volontaire du vote. Là encore, le porte-à-porte a été effectué à deux moments distincts dont l'un approchait la date de clôture des listes électorales.

¹⁰ Alan Gerber, Donald Green, « The Effects of Canvassing, Telephone Calls, and Direct Mail on Voter Turnout : A Field Experiment », *American Political Science Review*, vol 94, 3, 2000, pp 653-663 ; Alan Gerber, Donald Green, « The Effect of a Nonpartisan Get-Out-the-Vote Drive : An Experimental Study of Leafletting, *Journal of Politics*, vol 62, 3, 2000, pp 846-857 ; Alan Gerber, Donald Green, C Larimer, "Social Pressure and Voter Turnout : Evidence from a Large-Scale Field Experiment", *American Political Science Review*, vol 102, 1, february 2008, pp 33-48

Dans un second temps, nous avons relevé les signatures de tous les individus de l'échantillon sur les listes d'émargement des 48 bureaux de vote, de façon à évaluer la participation au scrutin présidentiel et législatif des individus dont l'inscription était imputable à nos interventions. Il s'agissait d'établir, en particulier, si le fait d'affranchir les individus d'un déplacement en mairie pour s'inscrire pouvait avoir pour effet de les prédisposer au retrait électoral (hypothèse alimentée par la théorie de l'empowerment)¹¹.

Nous avons, grâce à ce premier dispositif de field experiment mis en œuvre en France, obtenu des réponses claires à l'ensemble de ces questions et, surtout, validé l'hypothèse de l'importance fondamentale de cette première étape de l'inscription dans l'exclusion électorale de toute une partie de la population. En effet, quand on supprime le coût de l'inscription, une partie de ceux qui ne sont pas inscrits ou le sont à une mauvaise adresse non seulement procèdent à leur inscription mais, surtout, votent dans les mêmes proportions que les autres citoyens à l'occasion de l'élection présidentielle.

Autrement dit, nous avons démontré qu'une part de l'abstention est bien due au caractère particulièrement discriminant de cette procédure imposée plusieurs mois avant la date du scrutin, et non à la volonté que manifesterait les citoyens de demeurer à l'écart des urnes par rejet du système politique. Le taux de participation des citoyens que nous avons inscrits grâce aux interventions est identique, au dixième près, à celui enregistré pour les présidentielles de 2002 parmi les bien inscrits de la cité des Cosmonautes : de la qualité de l'inscription dépend bien une bonne partie de la participation des populations que leurs caractéristiques socio-démographiques comme leur rapport à la politique prédisposent plutôt à s'abstenir. Dans la même perspective, cette expérimentation permet de valider l'hypothèse selon laquelle les bien inscrits sont dans leur très grande majorité des votants (à près de 90 %) lors des scrutins de haute intensité, y compris lorsqu'ils évoluent dans des environnements très populaires et peu politisés.

Grâce à cette expérimentation, nous avons mené à son terme un premier cycle de recherche scientifique constitué de plusieurs phases. Les résultats de l'expérimentation, étonnamment forts par comparaison avec ceux habituellement établis aux Etats-Unis, s'expliquent par la précision de l'hypothèse intermédiaire, établie à partir d'observations empiriques issues d'un premier travail de terrain réalisé dans la petite cité des Cosmonautes. Ce sont ces observations qui ont conduit à constituer un échantillon composé d'individus aux caractéristiques précises (les non inscrits et les malinscrits) quand la plupart des fields partent d'hypothèses plus générales rarement établies empiriquement et d'échantillon moins ciblés. Les deux seuls field experiments ayant à ce jour été menés aux Etats-Unis sur l'inscription électorale, que l'on doit à David Nickerson, portent certes sur un échantillon bien plus impressionnant d'individus. Mais le chercheur, avant de les soumettre aux interventions, sait en réalité beaucoup moins de choses sur eux que nous en savions sur les malinscrits grâce à notre enquête aux Cosmonautes. Dans un cas, il expérimente une incitation à l'inscription auprès de populations

¹¹ Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, Vincent Pons, "Voter Registration Costs and Disenfranchisement: Experimental Evidence from France", congrès de l'APSA Chicago 2013, div 36. Elections and voting behavior, div 51. Experimental Research.

étudiantes à qui leur université adresse un mail de rappel à l'ordre civique. C'est l'ensemble des étudiants des établissements intégrés à l'enquête qui forme l'échantillon¹². Dans le second cas, Nickerson met en œuvre un porte-à-porte dans trois quartiers socialement contrastés d'une grande ville américaine. La randomisation est effectuée à l'échelle de la rue et les « canvassers » frappent à toutes les portes, sans disposer d'idée préalable sur la situation des citoyens au regard de l'inscription¹³.

En matière d'analyse de la participation, il nous semble donc que si l'on peut souhaiter une harmonisation des données produites à l'échelle européenne, qui permettrait des comparaisons maîtrisées et donc une meilleure compréhension du phénomène, la France est plutôt bien placée pour proposer un modèle à suivre du fait même des évolutions récentes qui y particularisent la sociologie de la participation. A la condition que ses chercheurs poursuivent l'effort entrepris d'articulation entre les différentes traditions de recherche, la pluralité des échelles et des méthodes qui distinguent aujourd'hui la sociologie française de la participation constitue un formidable atout pour améliorer les comportements de participation politique. Encourager l'analyse des comportements effectifs de participation de préférence aux comportements déclarés, multiplier les échelles d'analyse pour tenir compte des effets d'entraînement portés par les groupes, encourager tant l'observation ethnographique que l'expérimentation de terrain pour évaluer le rôle des technologies de campagnes dans la mobilisation électorale constituent autant de pistes scientifiques riches de promesses de connaissances sur la participation.

Il n'en demeure pas moins que, dans ce cas précis, la qualité scientifique requiert un investissement humain et financier nettement supérieur à ce que l'on peut espérer être le coût d'un « module » participation intégré dans une enquête électorale globale réalisée exclusivement par sondages. De la même façon, l'exploitation de données aussi diverses, qu'il convient en sus d'articuler entre elles, ne peut se faire que dans un temps plus long que celui que réclame l'exploitation d'un sondage. Cela implique d'accepter d'être en décalage par rapport à la demande sociale d'informations concernant la participation aux scrutins en cours. Sans doute la compréhension en profondeur du défi social et politique majeur que représente aujourd'hui l'abstention ne peut-elle se faire qu'à ce prix.

Céline Braconnier, Université de Cergy-Pontoise

Jean-Yves Dormagen, Université Montpellier 1

¹² Elizabeth A. Bennion, David Nickerson, « The Cost of Convenience : An Experiment Showing E-Mail Outreach Decreases Voter Registration », *Political Research Quarterly*, XX(X), I-12, 2010

¹³ David Nickerson, « Do Voter Registration Drives Increase Participation ? For Whom and When ? » Working Paper, University of Notre Dame, 2012.